

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20251015-DEC-DAEN1116 EN DATE DU **17 OCT. 2025**  
PORTANT MISE EN DEMEURE

DE LA SOCIÉTÉ ÉNERGIE VERTE DE VALENCE (EVVA), DONT LE SIÈGE SOCIAL EST  
SITUÉ CHAUFFERIE URBAINE DE VALENCE DE LA FORÊT – 182 ROUTE DE LA FORÊT –  
26000 VALENCE DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE  
CHAUFFERIE URBAINE EXPLOITÉES 182 ROUTE DE LA FORÊT – 26000 VALENCE

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Drôme,

**VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 19 juillet 2019, à la société Énergie Verte de Valence (EVVA) sur le territoire de la commune de VALENCE (26 000), 182 route de la Forêt concernant notamment la rubrique 2910-A.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'article 8.7.1. de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 qui dispose notamment :  
« [...] maintien de la ventilation secourue par groupe électrogène [...] »

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 16 septembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 1<sup>er</sup> octobre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 25 août 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :  
« le groupe électrogène n'a pas été installé. »

**CONSIDÉRANT** que ce manquement concerne une mesure de maîtrise des risques prévue par l'exploitant dans son étude de dangers pour prévenir un risque d'explosion en cas de perte d'électricité sur site ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Énergie Verte de Valence (EVVA) de respecter la prescription de l'article 8.7.1. de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société Énergie Verte de Valence (EVVA) (n° SIRET : 824 964 373 00024) exploitant des installations classées sur le territoire de la commune de VALENCE (26 000), 182 route de la Forêt, est mise en demeure de respecter la disposition de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 susvisé en installant un groupe électrogène pour maintenir la ventilation des chaudières biomasse.

Le présent article est réputé respecté si le groupe électrogène a été mis en service **avant le 31 juillet 2026**. Les éléments justifiant de la mise en service effective du groupe électrogène sont transmis à l'inspection (facture, photos, rapports ...).

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

### Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société Énergie Verte de Valence (EVVA), 182 route de la Forêt, 26000 VALENCE. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de VALENCE et tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Drôme ([www.drôme.gouv.fr](http://www.drôme.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le maire de la commune de VALENCE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **17 OCT. 2025**

La préfète,

Pour la Préfète, et par délégation  
Le Secrétaire Général